



Assemblée générale

Distr.
LIMITEE

A/C.6/46/L.12
21 novembre 1991
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

SIXIEME COMMISSION
Quarante-sixième session
Point 127 de l'ordre du jour

DECENNIE DES NATIONS UNIES POUR LE DROIT INTERNATIONAL

Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Bénin, Brésil, Bulgarie, Canada, Chine, Chypre, Danemark, Egypte, El Salvador, Equateur, Espagne, Ethiopie, Finlande, France, Ghana, Grèce, Guatemala, Hongrie, Inde, Iran (République islamique d'), Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Japon, Kenya, Malaisie, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Singapour, Soudan, Suède, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie et Zaïre :
projet de résolution

Décennie des Nations Unies pour le droit international

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 44/23 du 17 novembre 1989 par laquelle elle a déclaré la période 1990-1999 Décennie des Nations Unies pour le droit international,

Rappelant également que, conformément à la résolution 44/23, la Décennie devrait avoir notamment pour objectifs principaux :

- a) De promouvoir l'acceptation et le respect des principes du droit international;
- b) De promouvoir les moyens pacifiques de règlement des différends entre Etats, y compris le recours à la Cour internationale de Justice et le plein respect de cette institution;
- c) D'encourager le développement progressif du droit international et sa codification;

d) D'encourager l'enseignement, l'étude, la diffusion et une compréhension plus large du droit international,

Rappelant en outre sa résolution 45/40 du 28 novembre 1990, à laquelle était annexé le programme d'activité dont l'exécution devait commencer pendant la première partie (1990-1992) de la Décennie des Nations Unies pour le droit international,

Remerciant le Secrétaire général du rapport sur la Décennie des Nations Unies pour le droit international, qu'il lui a présenté comme suite à la résolution 45/40,

Rappelant qu'à sa quarante-cinquième session, la Sixième Commission a créé un groupe de travail chargé de formuler des recommandations généralement acceptables au sujet du programme d'activités pour la Décennie,

Notant qu'à sa quarante-sixième session, la Sixième Commission a convoqué à nouveau le Groupe de travail sur la Décennie des Nations Unies pour le droit international afin qu'il poursuive ses travaux conformément à la résolution 45/40,

1. Remercie la Sixième Commission et son groupe de travail pour le travail qu'ils ont effectué à la présente session et demande au Groupe de travail de poursuivre ses activités pendant la quarante-septième session conformément à son mandat et à ses méthodes de travail;

2. Remercie en outre les Etats, les organisations internationales et les institutions qui ont entrepris des activités en application du programme, y compris le parrainage de conférences sur divers sujets de droit international;

3. Invite tous les Etats, ainsi que les organisations internationales et les institutions visées dans le programme, à communiquer au Secrétaire général des renseignements sur les activités qu'ils ont entreprises en application du programme, à mettre à jour ces renseignements et à les compléter, selon qu'il conviendra, et les invite également à présenter leurs vues au sujet des activités qui pourraient être entreprises pendant la partie suivante de la Décennie;

4. Prie le Secrétaire général de lui présenter à sa quarante-septième session, sur la base de ces renseignements, un rapport sur l'exécution du programme d'activité pendant la première partie (1990-1992) de la Décennie des Nations Unies pour le droit international et de lui communiquer les vues concernant les activités qui pourraient être entreprises pendant la partie suivante de la Décennie;

5. Prie en outre le Secrétaire général d'inclure dans son rapport, le cas échéant, de nouveaux renseignements sur les activités de l'Organisation des Nations Unies concernant le développement progressif du droit international et sa codification et de le présenter à l'Assemblée générale sur une base annuelle;

6. Encourage les Etats à diffuser à l'échelon national, selon qu'il conviendra, les renseignements contenus dans le rapport du Secrétaire général.

7. Engage les Etats, les organisations internationales et les organisations non gouvernementales travaillant dans ce domaine, ainsi que le secteur privé, à apporter des contributions en espèces ou en nature pour faciliter l'exécution du programme;

8. Prie le Secrétaire général d'appeler à nouveau l'attention des Etats, des organisations internationales et des institutions travaillant dans le domaine du droit international sur le programme annexé à la résolution 45/40;

9. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-septième session la question intitulée "Décennie des Nations Unies pour le droit international".
